

Rapport Annuel d'Activités

2001

Assemblée
des Régions
d'Europe



Sommaire

Une année 2001 très active aux niveaux européen et interrégional Rapport de Liese Prokop, Présidente.....	1
Mieux faire connaître les atouts de l'ARE en Europe de l'Est Rapport du Professeur Jan Waszkiewicz, Vice-Président	3
Des initiatives en Europe du Sud-Est et des projets régions-grandes villes Rapport de Lambert Van Nistelrooij, Vice-Président	4
Poursuite d'une gestion rigoureuse et maîtrise des dépenses Rapport de Claude Ruey, Vice-Président Trésorier	5
Gouvernance et Constitution européennes au centre des débats Rapport de la Commission Affaires Institutionnelles	6
Accroître la dimension régionale des politiques de santé en Europe Rapport de la Commission Cohésion sociale, Services sociaux & Santé publique	7
Excellente participation des membres avec des résultats à la clef Rapport de la Commission Politiques Régionales, Aménagement du territoire, Infrastructures, Environnement & Tourisme	8
Coopération culturelle interrégionale, moteur du rapprochement Est-Ouest Rapport de la Commission Culture, Éducation & Formation, Jeunesse, Médias & Technologies de l'information, Sport	9
Eurodyssée Enthousiasme des jeunes et implication des régions partenaires	10
Centurio 2001 Une vraie réussite	10
Université d'Été 2001 Contribution des régions à l'élargissement et au développement durable	11
Groupe Égalité des chances entre hommes et femmes L'ARE s'engage pour la parité hommes-femmes	12
Une multitude d'activités au service de l'ARE Rapport du Secrétariat Général.....	12



Une année 2001 très active aux niveaux européen et interrégional



Rapport de Liese Prokop, Vice-Ministre Présidente de Niederösterreich (A), Présidente de l'ARE

Lors de la dernière Assemblée Générale, vous m'avez élue à une large majorité pour présider pendant deux ans l'Assemblée des Régions d'Europe. J'espère que cet aperçu de mon activité de cette année répondra à vos attentes.

Mon parcours politique, l'histoire et la situation géographique du Land Niederösterreich (Basse-Autriche) déterminent ma façon de travailler et ma compréhension des Affaires européennes. Dès mon élection, j'avais donc annoncé que j'optais pour une méthode collégiale et invitais les Vice-Présidents à s'impliquer à mes côtés dans les affaires de l'ARE. C'est dans cet esprit que nous avons conduit la première réunion de la Présidence organisée au siège de l'ARE à Strasbourg (janvier). Celle-ci a permis d'établir le programme de travail et de partager les responsabilités entre les membres de la Présidence. Mon souhait premier est en effet que l'ARE s'investisse davantage dans les questions d'actualité politique importantes pour nos membres, qu'elle propose et organise des conférences sur ces thèmes, lieux de débat interrégional au niveau européen.

L'ARE, plate-forme de concertation entre les régions

Pour donner un exemple, j'ai pu en octobre, avec Guido Podesta, Vice-Président du Parlement européen, ouvrir à Milan, le congrès-exposition "Mosan-Eurosalute" consacré aux nouvelles évolutions dans les domaines santé-social. Dans son cadre, l'ARE a organisé une 1^{ère} rencontre informelle des Ministres régionaux de la Santé et des Affaires sociales. À mon avis, la coopération interrégionale pour le développement de la concertation dans ce domaine est d'une importance capitale pour nos citoyens. Cette manifestation a montré que la prévoyance pour le 3^e âge est une préoccupation majeure des régions qui conviennent de la nécessité d'une harmonisation en matière de formation du personnel soignant aux niveaux régional et national. J'invite la Commission Cohésion sociale, Services Sociaux et Santé publique de l'ARE à œuvrer dans ce sens et à poursuivre l'initiative de Milan qui a contribué à renforcer la dimension régionale dans la coopération européenne, l'une des revendications majeures de l'ARE.

J'espère que l'ARE mettra en place des initiatives similaires dans les autres domaines de son activité. En effet, j'ai pu constater à Milan, à travers les diverses discussions et contacts que j'ai pu avoir, que c'est un bon moyen car, sur le plan politique, il y a un besoin accru d'échanges de positions sur des thèmes intéressant les régions.

Dialogue permanent et rencontres avec les membres

Les Vice-Présidents et moi-même avons également décidé de renforcer le dialogue avec nos membres afin de prendre connaissance, au cours d'entretiens personnels, de leurs souhaits, leurs problèmes mais aussi leurs critiques envers l'ARE. J'ai moi-même assisté à plus de 40 entretiens avec des hauts représentants de nos régions membres et continuerai sur ce chemin, certes éprouvant comme vous pouvez l'imaginer, mais aussi très instructif. Je vous remercie de votre compréhension de ne pas avoir encore pu donner suite à toutes les demandes d'entretien.

Nous avons poursuivi nos efforts pour rallier à la cause de l'ARE des membres de pays qui ont créé récemment de nouvelles régions. Quelques jours avant Pâques, j'ai pris part à une conférence des nouveaux comtés croates. Je me souviens aussi volontiers de mon premier contact avec les présidents des régions tchèques en octobre à Budweis. Les rapports directs avec les représentants de ces nouvelles régions m'ont convaincue de la nécessité de ce travail et m'ont confortée dans mon orientation.

Notre Assemblée a été fondée par des organisations interrégionales qui ont aujourd'hui un statut d'observateur au sein de l'ARE. J'ai pris également des initiatives pour renforcer le dialogue avec toutes ces organisations, grâce notamment à des conférences au sommet. Je me réjouis que cette initiative ait été accueillie positivement par nos organisations sœurs. En

effet, un 2^e Sommet d'organisations interrégionales est prévu au printemps 2002 et les Secrétaires Généraux se sont rencontrés deux fois au cours de cette année pour le préparer.

Participation accrue dans le débat sur l'avenir de l'Europe

Bien sûr, les thèmes de politique européenne ont occupé le devant de la scène : l'après Traité de Nice, la Constitution européenne, le Livre Blanc sur la nouvelle Gouvernance, le processus d'élargissement de l'Union européenne. Les débats au sein des Commissions, notamment au sein de la Commission Affaires institutionnelles, sur les trois derniers thèmes en particulier, ont été concrétisés par l'adoption des documents, soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

L'élargissement de l'UE, qui confère une nouvelle dimension européenne aux nombreux efforts de coopération, représente un défi majeur. Grâce à ce processus, notamment les régions frontalières passeront de la périphérie au centre du futur noyau de l'Europe Centrale comme, par exemple, la région de Győr-Moson-Sopron, lieu de notre Assemblée Générale et trait d'union entre les régions d'Autriche et ses voisins. Ce processus d'intégration entraîne de nouvelles possibilités de développement pour les régions frontalières mais aussi des risques et des menaces. C'est pourquoi il faut, d'après moi, réunir nos forces dans les années à venir pour bien préparer les régions à l'élargissement.

Plaidoyer pour une répartition claire des compétences...

L'ARE, et donc les régions, font remarquer avec justesse que, dans le cadre de l'après Traité de Nice et du débat sur l'architecture future de l'Europe, il faut exiger une répartition sans équivoque des responsabilités et, afin d'empêcher un centralisme au niveau européen, un partage clair et équilibré des compétences avec des mécanismes de décision et de contrôle différenciés.

La composante sociale qui s'exprime à travers le concept d'une communauté solidaire et égale en droit est tout aussi importante. Pour cela, il faut venir à bout des disparités entre les régions, sans faire ressentir au bénéficiaire un sentiment de dépendance ou de soumission. En effet, l'écart entre les régions dans l'UE a considérablement diminué et par conséquent, on souhaite une intégration sans réserve des régions d'Europe Centrale et Orientale.

...et un cadre fédéral pour l'Europe

L'Europe a besoin pour son développement de l'expérience de toutes les régions, des pays candidats mais aussi particulièrement des pays qui n'ont pas encore fait la démarche et ne veulent pas (encore) la faire. C'est là que réside notre chance commune, à savoir convaincre

les citoyens des régions et des États d'Europe qu'à long terme, le fondement solide pour le développement ultérieur de l'UE, souhaité par nous tous, passe par un cadre fédéral. Cela signifie que nous devons tous faire un travail de persuasion pour que nous puissions opposer au développement d'une Europe centraliste ayant concentrée son pouvoir à Bruxelles le régionalisme dans son orientation fédérale. Notre conception des droits démocratiques de codécision et de participation nous offre la marge nécessaire pour tendre vers des collectivités autonomes et indépendantes que nous souhaitons et que nous ne pouvons imaginer sans responsabilité, subsidiarité et concurrence.



Liese Prokop et Mmes Stewens, Ministre (Bayern-D) et Lichy, Secrétaire d'État (Baden-Württemberg-D) à EuroSalute 2001

Mieux faire connaître les atouts de l'ARE en Europe de l'Est



*Jan Waszkiewicz,
Vice-Président de l'ARE
et Adrien Zeller, Président
de la Région Alsace-F*

Rapport du Professeur Jan Waszkiewicz, Président de Dolny Slask (PL), Vice-Président de l'ARE

Chargé au sein de la Présidence de l'ARE des relations avec les régions d'Europe de l'Est, j'ai mené plusieurs initiatives pour faire connaître les atouts l'ARE aux régions non membres, en particulier en Pologne, République Tchèque et Ukraine.

Plusieurs rencontres avec les régions tchèques

Dès le printemps, j'ai entamé des rencontres avec mes homologues des régions tchèques nouvellement créées, à l'issue de la réforme lancée le 1^{er} janvier 2001. En avril et mai, dans le cadre de la coopération transfrontalière, j'ai rencontré les Présidents de Liberecky, Kralovehradecky et Pardubicky Kraj, trois régions tchèques voisines de Dolny Slask (Basse Silésie), puis ultérieurement celui d'Olomoucky Kraj. Lors de la réunion de la Commission intergouvernementale tchéco-polonaise sur la coopération transfrontalière (septembre, Wrocław), j'ai encouragé à nouveau les partenaires tchèques à se joindre à l'ARE.

Les rencontres bilatérales en novembre étaient une occasion complémentaire pour présenter les priorités et les initiatives de l'ARE pour les PECO, en particulier Centurio et Université d'Été.

Développement des contacts avec les régions d'Ukraine

Invité au 4^e Sommet Économique Ukraine-Pologne-Lituanie (juin, Dniepropetrvsk), manifestation à laquelle ont pris part les Présidents, les ministres de l'Économie et les représentants des régions de trois pays (1500 participants), j'ai plaidé en faveur d'un renforcement des contacts entre les régions d'Ukraine et l'ARE ainsi que de l'élargissement de l'Union européenne plus vers l'Est. Les Journées Économiques Régionales de Dolny Slask-Dnipropetrovsk-Donetsk (septembre, Krzyzowa) m'ont permis d'en discuter avec les représentants politiques de ces deux régions.

Je tenais également à mentionner mon activité au sein de la Fondation de l'Europe de l'Est dont je suis membre fondateur. Créée en 2001 en Dolny Slask, à l'initiative de J. Nowak-Jezioranski (politicien polonais de renom international), elle a pour but la réconciliation et la création de ponts entre les citoyens de Pologne, d'Ukraine et de Biélorussie avec les autres pays de l'Est de l'Europe. Grâce à toutes ces démarches, trois régions ukrainiennes – Donetsk, Dnipropetrovsk et Kirovohrad - ont décidé d'adhérer à l'ARE.

Un centre d'information sur l'ARE en Pologne

À mon initiative, le Bureau de Coopération et de Promotion Internationale de Dolny Slask qui m'est rattaché est devenu le centre d'information sur l'ARE en Pologne. Grâce à son activité, une nouvelle région polonaise, Kujawsko-Pomorskie, vient d'adhérer à l'ARE.

Promotion et adaptation du programme Centurio

En tant que responsable du programme Centurio, j'ai proposé une adaptation de son fonctionnement pour mieux prendre en compte les besoins d'élus d'Europe Centrale et Orientale.

J'ai aussi assuré la promotion de cette initiative en faveur de l'élargissement de l'UE, dont l'ARE peut être fière, tant au niveau européen – participation à l'audition du Groupe de Liaison avec les pays candidats à l'adhésion du Comité des Régions en juin – que dans ma propre région qui a accueilli cette année son premier "stagiaire" Centurio, Conseiller de la Région Ivanofrankivsk (UKR).

Des initiatives en Europe du Sud-Est et des projets régions-grandes villes



Rapport de Lambert van Nistelrooij, Membre du Conseil Exécutif (Noord-Brabant-NL), Vice-Président de l'ARE

En accord avec les décisions de la Présidence et du Bureau, j'ai pris en charge les relations avec les régions de Roumanie et de Grèce. En bonne coopération avec le Secrétariat de l'ARE, nous avons obtenu des progrès dans ces deux pays.

Être à l'écoute de nos membres roumains

Le renforcement du dialogue avec les membres étant l'une des priorités de la Présidence, j'ai lancé des initiatives visant à mieux comprendre les besoins des régions roumaines. Lors de la réunion à Tulcea (août), il a été décidé de lancer, dans cet objectif, un questionnaire auprès d'elles, en y incluant l'idée de la création d'une antenne de l'ARE en Roumanie. À cette occasion, des exemples de projets de coopération dans les domaines du tourisme, du développement économique et de la santé ont été également exposés. L'édition 2001 de l'Université d'Été à Constanta (août), à laquelle ma région apporte son soutien, et la "Caravane de l'ARE" en Roumanie organisée à Valcea (octobre) m'ont offert l'opportunité de rencontrer à nouveau nos membres roumains et d'être à leur écoute.

Premiers contacts et promotion de l'ARE en Grèce

La mission d'investigation sur la démocratie régionale en Grèce (novembre, Athènes) que j'ai effectuée en ma qualité de Rapporteur du CPLRE a été l'occasion d'établir les premiers contacts directs avec les autorités régionales grecques en vue de leur participation au sein de l'ARE.

J'ai aussi représenté l'ARE et exposé ses activités lors de la Conférence-forum "Villes et régions du Sud-Est de l'Europe" (novembre, Istanbul) organisée par le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe (CPLRE, Conseil de l'Europe) dans l'objectif de soutenir le développement de la démocratie régionale dans cette partie de l'Europe.

Alive : le défi européen face au vieillissement

Ce projet a bénéficié d'une bonne promotion lors de conférence de Tilburg-NL (octobre, Noord-Brabant), organisé à l'occasion de la réunion de la Commission "Affaires sociales" de l'ARE. En présence de M. Liikanen, Membre de la Commission européenne, nous avons lancé l'un des projets Alive, la "Maison la plus intelligente des Pays-Bas".

J'ai aussi mené d'autres activités dans ce domaine et des visites pour le programme "Cross Border Care" en Wielkopolska (PL), Sachsen-Anhalt (D) et à Göteborg (S).

Une étude pilote "Régions & grandes villes"

La relation entre les régions et les grandes villes est un domaine d'intérêt croissant, également au sein de l'ARE. Nous avons donc pris l'initiative de lancer une étude pilote sur les modèles de coopération existants¹⁾ et menons actuellement un autre projet avec sept régions et leurs universités qui se terminera par une conférence fin 2002.

Par ailleurs, j'ai eu le plaisir de représenter l'ARE lors de la Conférence sur le Livre Blanc sur la Gouvernance de la Commission européenne, organisée par la Présidence suédoise de l'UE (avril, Ronneby-S), où j'ai présenté la position de l'ARE. En tant que membre suppléant du Comité des Régions (CdR) et membre du Comité Institutionnel du CPLRE, j'ai promu les positions de l'ARE au cours d'autres réunions et conférences organisées en Europe.

1) Disponible sur www.aren-regions-europe.org (Activités en cours/Bureau)

Poursuite d'une gestion rigoureuse et maîtrise des dépenses



Rapport de Claude Ruey, Conseiller d'État (Vaud-CH), Vice-Président Trésorier de l'ARE

Comme l'an passé, je me suis attaché à tenir sous contrôle les finances de notre association qui, grâce aux efforts de ces dernières années, ont été redressées et sont actuellement favorables à la poursuite de ses objectifs et projets. Différentes mesures prises à mon initiative ont ainsi été poursuivies en 2001 :

- contrôle des dépenses avec notamment, la nécessité pour les dépenses supérieures à 3.050 € ou non prévues au budget, d'introduire une demande préalable que je vise personnellement ;
- contrôle des rentrées de cotisations et relance auprès des régions retardataires : trois courriers ont ainsi été adressés à ces régions en mai (cotisations 2000 et antérieures), septembre (cotisations 2001 et antérieures) et octobre avec les documents de l'Assemblée Générale ;

- prise en compte des situations particulières : j'ai tenu à ce que les régions me fassent part de leurs difficultés spécifiques afin de trouver avec elles des solutions adaptées leur permettant d'honorer leurs engagements statutaires ;
- radiation des régions n'ayant pas payé leurs cotisations depuis trois ans et ne répondant à aucune relance. Il m'a paru nécessaire et juste, par égard aux régions qui font l'effort de payer leurs cotisations, d'exclure ces régions qui ne remplissent pas leurs obligations statutaires ;
- application de la décision prise lors de l'Assemblée Générale de Lyon (1999) qui prévoit l'indexation des cotisations sur le taux d'inflation en France ou dans l'UE. Compte tenu de la bonne santé financière de l'ARE, nous avons jusqu'à présent opté pour le taux le plus bas (France).

J'ai également assuré la clôture du programme Pacte. La plainte pénale que l'ARE a déposée contre certains responsables de projets est en cours d'instruction auprès du Service Régional de la Police judiciaire de Strasbourg. L'autre plainte déposée par l'ARE contre un prestataire de services est en cours de jugement auprès de la Cour d'appel.

Dans un souci de transparence et de clarté, j'ai présenté à chaque réunion de la Présidence et du Bureau des documents relatifs à la situation financière de l'ARE, aussi bien l'état des recettes et dépenses 2001 que celui des cotisations 2001 à 1998 (documents disponibles sur l'Extranet, rubriques Bureau et Présidence). Par ailleurs, mon collaborateur, M. Laurent Wehrli, a été en contact régulier avec le Secrétariat Général où il s'est rendu à plusieurs reprises.

Cette année a été marquée par le départ de M. Hans De Belder du poste de Secrétaire Général et le recrutement de son successeur. En tant que Vice-Président Trésorier et à la demande de la Présidente Liese Prokop, j'ai été associé de très près à cette procédure de recrutement, notamment en ce qui concerne les aspects financiers et juridiques.

La loi française sur la réduction du temps de travail à 35 heures s'appliquera à l'ARE à compter de l'année 2002. J'ai fait en sorte qu'une réflexion soit menée au sein même du Secrétariat Général et qu'il soit fait appel, comme le prévoit la loi française, à un consultant extérieur afin que la mise en place de cette loi se fasse dans de bonnes conditions. Un accord à signer entre la Présidente de l'ARE, le Personnel et la Direction Départementale du Travail du Bas-Rhin est en cours de discussion et devrait pouvoir intervenir d'ici à la fin de l'année.

Gouvernance et Constitution européennes au centre des débats



70 représentants de la Commission réunis à Berlin

Président : Willi Stächele, Baden-Württemberg (D)

La Commission Affaires institutionnelles de l'ARE a centré ses travaux sur deux thèmes d'actualité politique en Europe : une meilleure Gouvernance dans l'UE et le rôle des régions, ainsi que la perspective d'une Constitution européenne. Lors de la réunion plénière à Berlin (février), la "Résolution sur la nouvelle Gouvernance" présentée par le Comté Värmland (S) et le document "Vers un Cadre Fondamental européen" préparé par le Land Baden-Württemberg (D), ont été discutés par la Commission. L'ensemble des membres de l'ARE a été sollicité sur ces textes. De plus, un Groupe de travail "Avenir de l'Europe" a été créé et deux rapporteurs ont été chargés d'animer ses travaux : Dr. Claus-Peter Clostermeyer (Baden-Württemberg-D) pour la Constitution européenne et M. Philip Johnsson (Värmland-S) pour la Gouvernance.

Contribution aux travaux sur le Livre Blanc

Au cours du printemps, la Commission a lancé une consultation sur les documents mentionnés et plus de 15 régions européennes ont soumis de nombreuses propositions d'amendement. Ces travaux ont été régulièrement communiqués à la Commission européenne, notamment à l'occasion des auditions organisées en mars qui ont permis de mettre en exergue la nécessité d'impliquer davantage les autorités régionales et locales dans l'élaboration des politiques européennes.

L'ARE n'a pu que se réjouir de constater que la plupart des travaux de sa Commission institutionnelle ont été pris en considération ainsi qu'en témoigne notamment le Rapport consultatif élaboré par "l'équipe Gouvernance" de Jérôme Vignon, pour la préparation du Livre Blanc.

Déclaration sur la Constitution européenne

Début juillet, à Stuttgart, le Groupe "Avenir de l'Europe" a adopté les documents amendés¹⁾ ; ceux-ci plaident pour un catalogue de compétences, une diminution de la

densité normative communautaire, un rapprochement du cœur de l'UE avec les citoyens par le biais notamment du Comité des Régions et des organisations interrégionales européennes, une simplification des procédures en faveur de la subsidiarité... Courant septembre, M. Johnsson a présenté ces positions²⁾ devant la Commission Affaires constitutionnelles du Parlement européen. Le Groupe a aussi décidé d'élaborer une Déclaration de l'ARE sur le projet de Constitution européenne³⁾.

Ces textes ainsi qu'une Déclaration de l'ARE sur l'Élargissement seront soumis à adoption lors de la dernière réunion de la Commission de cette année (22 novembre). À cette occasion, la Commission devra adopter l'ensemble de ses travaux : le document et la Déclaration sur la Constitution européenne, la Déclaration sur la Gouvernance européenne (mise à jour en parallèle avec la publication du Livre Blanc de la Commission européenne), une Déclaration sur l'Élargissement.

La succession de M. Stächele, que de nouvelles hautes fonctions conduisent à quitter la Présidence de cette Commission, est à l'ordre du jour de cette réunion afin d'émettre une proposition à l'Assemblée Générale de l'ARE.

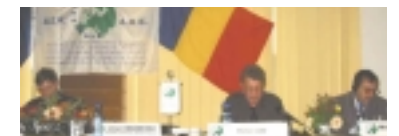
Enfin, la Commission décidera de l'opportunité de créer, en son sein, un Comité chargé de traiter des relations entre les régions d'Europe et les régions des autres continents pour répondre notamment aux initiatives formulées en ce sens par la Commission européenne dans le cadre de son Livre Blanc (§III-3).

Promotion de la démocratie régionale en vue de l'élargissement

En octobre 2001, la Commission a organisé une "caravane du régionalisme" - séminaire de promotion de la démocratie régionale - à Valcea (RO), sur le thème "La Région compétente : la base de l'intégration européenne". Elle a attiré une soixantaine de délégués provenant de comtés, des ONG, des institutions nationales et locales, d'organisations interrégionales européennes...

Ce séminaire a permis d'aborder la perspective de l'adhésion à l'UE et le rôle des régions dans le processus d'intégration. Le point a été fait sur la situation en Roumanie, mis en parallèle avec celles en Pologne et en Hongrie. L'échange d'expériences a démontré que la coopération interrégionale constituait un outil précieux dans le processus de l'élargissement. Le rôle clef des organisations interrégionales (ARE, ARFE, AREV...) a également été mis en évidence. Les conclusions sont disponibles sur le site Web de l'ARE.

Secrétariat de la Commission
Stéphanie Poirel, Secrétaire exécutive
Araceli Gomez, Assistante



L'ARE remercie Valcea pour l'accueil de la Caravane

1), 2) 3) Disponibles sur www.are-regions-europe.org
(Activités en cours/Commission A/Principaux textes)

Accroître la dimension régionale des politiques de santé en Europe



*Sous les auspices de l'ARE,
1^{re} rencontre des Ministres régionaux
de la Santé à Milan*

Président : Ragnar Kristoffersen (Akershus-N)

L'année 2001 a été des plus concluantes pour la Commission, tant en matière de projets mis en œuvre que de résultats obtenus au niveau européen.

Des Congrès et Conférences de dimension européenne

Il faut tout d'abord mentionner la 1^{re} Rencontre informelle des Ministres et responsables régionaux des Affaires sociales et de la Santé (octobre, Milan-I), dans le cadre d'EuroSalute, congrès européen majeur dans le secteur santé-social. Des Ministres d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne, d'Italie et de Géorgie ont salué cette initiative commune de Lombardie-I et de l'ARE comme attendue de longue date, tant en termes de coopération interrégionale que de concertation concernant les positions des régions dans le cadre du débats sur la répartition des compétences dans l'UE. Ils ont décidé de reconduire cette Conférence chaque année et de consacrer celle de 2002 à la mise en place de standards de qualité dans la formation de personnels soignants pour les personnes âgées.

L'ensemble des conférences, préparées par le Comité scientifique d'EuroSalute-Well Europe, dans lequel l'ARE a joué un rôle actif, a bénéficié d'un grand intérêt du public. Mme Prokop, Présidente de l'ARE et Monsieur Podesta, Vice-Président du Parlement européen, ont ouvert la conférence sur le thème "Le rôle des régions dans les domaines de la Santé et des Affaires sociales" au cours de laquelle Mmes Stewens et Schöttler, respectivement Ministres de la Santé et des Affaires sociales de Bayern et de Berlin, ainsi que Mme Lichy, Secrétaire d'État de Baden-Württemberg (D), ont pris la parole.

"De l'état providence à la collectivité providence", conférence animée par M. Kristoffersen, Président de la Commission et M. Fazzone, Directeur Général de la Santé et Affaires familiales de Lombardie, a aussi attiré une large audience.

La Commission a apporté son soutien à deux autres événements européens :

- 2^e Conférence ALIVE, réseau interrégional qui œuvre en faveur des politiques novatrices pour le 3^e âge (octobre, Tilburg-NL). Présidée par M. van Nistelrooij (Noord-

Brabant-NL), Vice-Président de l'ARE, cette Conférence a compté parmi les participants M. Liikanen, membre de la Commission européenne, plusieurs membres du Parlement européen, experts scientifiques et représentants des ONG du secteur ;
- Conférence "Prévention du suicide", organisée par le réseau SUPPORT (octobre, Cork-IRL) ; ce projet, conduit par Västerbotten-S, visait à diffuser de nouvelles connaissances en matière de prévention mais surtout à démontrer qu'il s'agit là d'un problème croissant de santé publique qui doit être mieux pris en compte au niveau communautaire.

Des activités toujours croissantes

Il est également important de mentionner les travaux de la Commission pour endiguer "la violence domestique", animés par Surrey et Hampshire (UK). Un premier atelier de travail organisé en mai a permis de mieux cerner les causes de l'augmentation de faits criminels et a conduit à de nouvelles avancées en matière de mesures préventives à mettre en œuvre pour les combattre.

Sous la tutelle de son Président, M. Kristoffersen et de son Vice-Président, M. Westmark (Västmanland-S), la Commission a considérablement développé son activité en 2001 et est parvenue à y impliquer de nouvelles régions membres de l'ARE. En effet, les politiques de la Santé et des Affaires sociales prennent de l'essor au niveau européen. La Commission ne s'est pas limitée à réclamer des compétences pour les régions dans ces domaines, elle s'est efforcée de démontrer qu'il est possible d'accroître la dimension régionale de ces politiques en Europe, à travers des échanges d'idées sur des concepts innovants et des bonnes pratiques.

Wladyslaw Sidorowicz, ancien Ministre de la Santé et des Affaires sociales de Pologne, Président de la Commission parlementaire pour la Santé et l'Aide sociale de Basse Silésie, a été élu Président de la Sous-Commission "Politique sociale".

Une plate-forme pour la politique des Affaires sociales regroupant les organisations représentatives des régions, des communes et des villes d'Europe a été fondée, en coopération avec le Réseau Social Européen (organisation des directeurs des services sociaux des administrations régionales et locales). Celle-ci a pour but de représenter plus efficacement les intérêts des régions et des communes sur les questions sociales auprès des institutions européennes.

La Commission a aussi exposé les attentes de l'ARE à la Commission européenne quant aux thèmes, méthodes de travail et la composition du futur Forum Européen de la Santé.

Secrétariat de la Commission

*Dr Franz Josef Stummann, Secrétaire exécutif
Doris Materne, Assistante*



*Réunion de la Présidence
de la Commission à Strasbourg*

Excellente participation des membres avec des résultats à la clef



Président : Brian Greenslade (Devon-UK)

La plénière à Pola a réuni plus de 80 participants

Plus de 150 régions ont participé aux réunions de la Commission - Östersund (Jämtland-S), en mars et Pola (Istra-HR), en novembre - au sein de laquelle 40 régions s'impliquent dans les travaux des deux Sous-Commissions "Aménagement du territoire et environnement" et "Communications Régionales, Environnement-Tourisme, PAC et développement rural durable".

Avenir de la Politique régionale, thème majeur

Après une vaste consultation auprès de tous les membres de l'ARE, la Commission a adopté un Avis sur le 2^e Rapport sur la Cohésion sociale et économique¹⁾. Dans sa version préliminaire, ce document avait été présenté au dernier Forum européen sur la Cohésion (mai) ; il a été aussi transmis, la veille du Conseil informel des Ministres de l'aménagement du territoire de l'UE (juillet) par Mme Prokop, Présidente de l'ARE, à M. Van Cauwenberghe, Ministre Président de Wallonie (B), représentant la Présidence belge de l'UE à cette occasion. Dans son avis définitif, la Commission demande que "la future politique régionale assure la cohésion économique, sociale et territoriale, tout en respectant les principes de solidarité et de diversité culturelle entre les Régions". D'autre part, elle réclame la pleine reconnaissance des Régions en tant qu'acteurs à part entière de la future politique de cohésion.

Déclaration sur la Politique des Transports

Le nouveau Livre Blanc sur la Politique commune des transports de l'UE vise à jeter les bases de la politique des transports dans une Europe élargie. Compte tenu de l'importance de ce document et de ses répercussions sur les politiques régionales, la Commission a élaboré une Déclaration Finale²⁾, soumise à l'adoption par l'Assemblée Générale. Dans ses conclusions - auxquelles ont contribué des experts universitaires, des professionnels et le Comité des Régions - la Commission préconise la promotion

d'une véritable gouvernance régionale en matière de transports et formule des propositions concrètes sur le fonctionnement et le financement de la politique des transports de demain, deux aspects que, selon l'ARE, le Livre Blanc manque d'aborder pleinement.

Avec l'appui de Norrbotten (S), région coordinatrice de la Sous-Commission II, et de l'Association des Compagnies Aériennes Régionales Européennes, la Commission a également formulé des propositions en matière de promotion de l'aviation régionale, d'harmonisation entre les aéroports régionaux et d'autres modes de transport (connexions avec les RTE) et de sécurité aérienne³⁾. Elle a aussi décidé, sur l'initiative de Toscane (I), de lancer des travaux en matière de sécurité routière et de développement durable des infrastructures de transport ("project financing").

Révision de la PAC et développement rural durable

Un travail fructueux d'analyse et d'échange d'expérience a été mené au sein de deux réseaux interrégionaux ; le premier, coordonné par Gloucestershire (UK), vise à obtenir la prise en compte par la PAC du développement rural durable ; le second, animé par Donegal (IRL), qui étudie les problèmes de la sécurité alimentaire et de la prévention des épizooties animales, a pour objectif de créer une base de données de bonnes pratiques régionales en matière d'exploitation agricole écologique.

La Commission a aussi adopté un "Avis sur le 6^e Plan d'Action pour l'Environnement (PAE) de l'UE"⁴⁾ dans lequel elle demande que la notion de "tranquillité" y soit incluse et propose l'élaboration d'un Guide du 6^e PAE destiné aux autorités locales et régionales, à réaliser avec l'appui de l'ARE.

Relations avec les autorités européennes : bilan positif

En plus de la participation au Forum sur la cohésion et à la préparation du Conseil informel des Ministres de l'aménagement du territoire, il faut mentionner :

- l'échange régulier de correspondance avec Mme Wallström, Commissaire européen pour l'environnement et rencontre avec le membre de son cabinet,
- les contacts avec l'Agence Européenne de l'Environnement,
- la participation aux réunions des Comités consultatifs de la Commission européenne (PAC et Protection de l'environnement),
- l'obtention du co-financement (30 000 €) de la DG "Élargissement" pour l'organisation de la réunion à Jämtland (S).

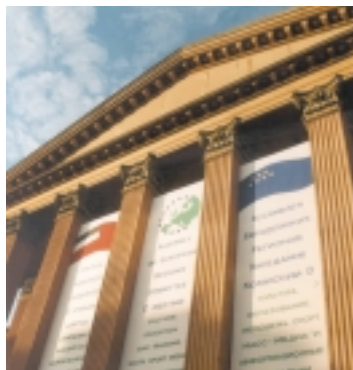
*Secrétariat de la Commission
Laura De Rose, Secrétaire exécutive
Agnès Ciccarone, Assistante*

*1), 2), 3), 4) Disponibles sur www.aren-regions-europe.org
(Activités en cours/Commission C/Principaux textes)*

*Östersund a accueilli la Commission
avec chaleur, malgré la neige*



Coopération culturelle interrégionale, moteur du rapprochement Est-Ouest



*Le théâtre de Batumi en tenue d'apparat
lors de la réunion de la Commission*

Président : Bruno Hosp (Bozen-Südtirol-I)

Après les discussions politiques concernant le passage au vote à majorité qualifiée dans le domaine de la culture au sein du Conseil de l'UE, qui était à l'ordre du jour de la 1^{ère} Conférence des Ministres régionaux de la Culture organisée par la Commission à Nyon en octobre 2000, le thème politique majeur faisait défaut en 2001. En effet, comme l'ARE le demandait, le Sommet de Nice a maintenu le vote à l'unanimité, ce qui signifie que le niveau européen n'obtiendrait pas de pouvoir décisif sur l'organisation des politiques culturelles en Europe ; cela grâce en particulier aux interventions de la Belgique, qui a réitéré cette position, lors de la discussion sur la répartition des compétences, durant sa présidence de l'UE.

La Commission a ainsi pu se tourner vers sa mission essentielle : reconnaissance de la compétence spécifique régionale en matière de culture et encouragement de la coopération culturelle interrégionale en Europe. Elle a agi avant tout comme catalyseur pour favoriser la participation de nouveaux membres et la découverte de réalités et d'espaces culturels inconnus, tout en mettant au premier plan la dimension d'ouverture et de compréhension interculturelle.

Prêter plus d'attention aux régions en périphérie de l'Europe

Ce recentrage d'activités a favorisé le choix de la République Autonome d'Adjara (GEO) et de sa capitale Batumi comme lieu de la séance plénière de juin. Cette réunion a été caractérisée par la confrontation au mode de vie d'une région à la nouvelle périphérie de l'Europe dont l'importance pour la stabilité de l'Europe devient plus qu'évidente au regard des événements tragiques du 11 septembre dernier.

Les participants ont découvert une région qui se revendique comme partie intégrante de l'histoire et de la culture européennes mais dont la position dans l'architecture de l'Europe élargie restera à définir.

Ils ont pu se rendre compte qu'une vie culturelle de qualité, vivante, créative et critique pouvait se développer grâce à une aide adéquate des institutions régionales, même dans les conditions économiques les plus difficiles et avec, en arrière-plan, un processus de transformation qui accompagne le passage d'un régime totalitaire vers une démocratie à tendance fédéraliste. L'échange avec les acteurs de la vie culturelle a convaincu la Commission qu'il fallait dorénavant consacrer plus d'attention aux régions situées à la périphérie de l'Europe et intensifier le dialogue interculturel.

Stimuler l'implication des jeunes dans la vie publique

Lors de sa dernière réunion (novembre, Castries-F), la Commission a fait le bilan des suites de la Conférence "Jeunesse" (Odessa, 2000), notamment la mise en place du concours "Région européenne la plus accueillante pour les jeunes", couronné par la remise d'un trophée lors de l'Assemblée générale 2001. La préparation de la 2^e Conférence des Ministres régionaux de la Culture en 2002, le traitement des produits culturels dans le cadre des négociations de l'OMC, le rapport final du projet "Résidences d'écrivains" du Groupe de travail "Livre et Régions", la restitution de biens culturels volés, le développement de projets ayant trait à l'apprentissage et la compréhension interculturelles mais aussi la promotion de l'histoire locale dans le cadre de l'enseignement scolaire et de la formation figuraient parmi les autres thèmes abordés.

La Sous-Commission "Éducation" s'est concentrée sur le suivi des initiatives de l'UE concernant l'e-learning (Projet "Connect") en vue de la prochaine Présidence espagnole dont l'un des thèmes principaux retenus est "L'éducation et la formation". La priorité de la Sous-Commission "Média" reste la promotion des médias locaux et régionaux, en particulier dans les PECO.

Séminaire de promotion de la démocratie régionale

En avril, la Commission a organisé une "caravane du régionalisme" à Baranya (H) dédiée à la "Jeunesse, culture et régionalisme". Elle a attiré près de cent délégués des comtés hongrois, des régions roumaines frontalières, des collectivités territoriales slovaques, des ministères et régions croates.

Composé des 4 ateliers "Régionalisme", "Relations internationales et Coopération interrégionale", "Région et Culture" et "Jeunesse", ce séminaire a mis en exergue les différentes réalités concernant chaque matière et a permis la recherche commune de solutions. Le processus de régionalisation en Hongrie a également été analysé en profondeur.

*Secrétariat de la Commission
Dr Franz Josef Stummann, Secrétaire exécutif
Doris Materne, Assistante*

EURODYSSÉE

Enthousiasme des jeunes et implication des régions partenaires



Découverte de Ticino par les participants au Forum Eurodyssée 2001

Eurodyssée, qui réunit actuellement 27 régions partenaires¹⁾, est le premier programme créé par l'ARE, en 1985, et dont elle est particulièrement fière.

Ce programme vise à améliorer les chances des jeunes Européens de 18 à 30 ans à intégrer le marché du travail en leur offrant la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle à l'étranger, associée le cas échéant à un enrichissement linguistique. Il permet également aux régions membres de confronter leurs jeunes aux réalités socio-économiques d'autres régions et de favoriser ainsi leur insertion dans le tissu économique européen. Eurodyssée contribue aussi à donner à la jeunesse des régions partenaires une bonne image de leur région, plus proche, soucieuse de leur avenir et résolument ouverte sur l'Europe.

Par ailleurs, Eurodyssée illustre parfaitement la mise en action de l'autonomie des régions et du principe de la subsidiarité ; les stages Eurodyssée sont organisés et financés par les régions d'accueil, sans subir l'intervention des autorités nationales ou européennes. Sa grande flexibilité et l'absence de lourdeurs administratives en font un programme d'un rapport qualité/prix très intéressant. Mais tout cela ne serait pas possible sans un investissement important des différents responsables régionaux d'Eurodyssée que l'ARE tient ici à remercier chaleureusement.

Un Forum annuel permet à ces mêmes responsables régionaux d'échanger leurs expériences et de discuter de l'avenir du programme. Lors du dernier Forum (septembre, Lugano-CH), les régions pionnières telles que Catalunya-E, Franche-Comté-F ou Wallonie-B ont ainsi pu transférer leur savoir-faire aux nouvelles régions partenaires ou en cours d'adhésion. Les participants ont aussi consacré leurs travaux à la refonte des textes fondateurs d'Eurodyssée, dans le but d'éviter des écueils que la pratique leur a permis de déceler. Après de vifs et intéressants débats, la proposition commune adoptée a été soumise pour ratification à l'Assemblée générale de l'ARE. Les prochains Forums Eurodyssée sont prévus en Istria-HR (2002), Rhône-Alpes-F (2003) et Madeira-P (2004). En 2001, deux nouvelles régions, Bruxelles-Capitale-B et Madeira-P, ont entrepris leurs premiers échanges qui ont été couronnés de succès. Six des sept régions en procédure d'adhésion²⁾ ont déjà trouvé leur région marraine, préalable nécessaire pour commencer

les échanges en 2002. À la mi-novembre, près de 800 stages avaient été organisés et les membres d'Eurodyssée sont bien décidés à franchir le cap de 850 échanges réalisés en 2000.

Secrétariat Eurodyssée
Catherine Caricand (Franche-Comté)
Site Web : www.eurodyssée.net



- 1) Bruxelles-Capitale (B), Istria (HR), Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Ile de France, Limousin, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes (F), Baden-Württemberg (D), Borsod-Abaúj-Zemplén, Jász-Nagykun-Szolnok (H), Lombardia (I), Akershus (N), Açores, Madeira (P), Arad, Caras-Severin, Harghita, Hunedoara, Satu Mare (RO), Catalunya, Valencia (E), Jura, Ticino, Valais (CH).
2) Adjara (GEO), Dubrovnik-Neretva, Medimurje (HR), Castilla y León (E), Alba, Brasov, Tulcea (RO).

CENTURIO 2001

Une vraie réussite

En effet, 44 stages ont été offerts et 35 candidats ont bénéficié de ce programme de formation pour des cadres territoriaux d'Europe Centrale et Orientale. Au total, 72 candidats ont postulé à Centurio 2001, principalement des Roumains (31), Polonais (15), Croates (6) et Hongrois (5). En ce qui concerne l'origine des candidats sélectionnés, la Pologne et la Roumanie sont arrivées en tête avec 12 stagiaires, suivies de la Croatie (4). Et si l'on considère le nombre de candidats retenus par rapport au nombre de candidatures déposées par pays, on constate que la Hongrie et la Pologne sont les mieux placées, avec 80 % de leurs candidats retenus, suivies de près par la Croatie (67 %).



Il est intéressant de noter que les régions germanophones ont accueilli un maximum de candidats (Allemagne 5, Autriche 5, Canton de Bern 2) et ce malgré la barrière linguistique, peu de stagiaires parlant l'allemand. Viennent ensuite les régions italiennes, suisses, belges et portugaises (5-6 stagiaires par pays). Une mention particulière revient à Bruxelles-Capitale-B qui a accueilli à elle seule 5 stagiaires ainsi qu'aux trois régions - Puglia-I, Bureau de Yorkshire & Humberside-UK à Bruxelles et Thüringen-D - qui ont offert chacune 4 stages.

Centurio 2001 s'est déroulé en trois phases :

- un séminaire d'introduction, réunissant stagiaires et coordinateurs (août, Constanta-RO) ; organisé dans le cadre de l'Université d'Été de l'ARE, celui-ci a pour objectif de permettre aux participants de se rencontrer et d'examiner ensemble l'organisation et les thèmes des stages de chacun,
- les stages dans les régions de septembre à décembre,
- un séminaire d'évaluation (décembre, Bruxelles-Capitale-B) qui permet de faire le bilan des stages conjoints (participants et coordinateurs), tant en termes de contenu que d'organisation, mais aussi de préparer l'édition suivante.

Le programme a bénéficié d'une bonne promotion au niveau européen. Il a été présenté à deux reprises lors des auditions consacrées aux problèmes de formation des cadres territoriaux dans les pays candidats et organisées par le Groupe de Liaison avec les Pays candidats du Comité des Régions, en juin par M. Waszkiewicz, Vice-Président de l'ARE en charge du programme, et en septembre par M. Lalon, Conseiller au Cabinet de M. Van Hengel, Ministre pour les Relations Extérieures de Bruxelles-Capitale.

Secrétariat Centurio : Laura De Rose et Agnès Ciccarone
Site web : www.are-regions-europe.org (Programmes/Centurio)

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Contribution des régions à l'élargissement et au développement durable

L'édition 2001 de l'Université d'été de l'ARE (août, Constanta-RO), à laquelle ont pris part environ 200 participants, a abordé essentiellement deux problématiques européennes majeures : l'implication des régions dans le processus de l'élargissement/adhésion à l'UE et la promotion du développement durable au niveau régional, sous tous ses aspects (environnement, agriculture, tourisme).

Organisée à l'initiative des régions Noord-Brabant-NL et Wien-A, la session dédiée à l'élargissement a permis de faire le point sur la contribution des régions à la nouvelle gouvernance européenne et sur l'implication des niveaux local et régional dans le processus d'adhésion. Un exposé sur la mise en œuvre des projets TACIS et PHARE en Roumanie a servi d'illustration concrète à cette session.



La problématique du développement régional durable à laquelle ont été consacrées deux sessions, l'une dédiée à l'agriculture extensive et à la sécurité alimentaire, l'autre au tourisme, ont suscité de nombreux débats et échanges d'expériences. Thüringen-D et Friuli Venezia-Giulia-I, régions organisatrices de la session sur l'agriculture durable, ont présenté les possibilités de financements européens en la matière ainsi que des exemples de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement comme la création d'un vignoble de haute qualité ou la mise en place de l'élevage extensif, par exemple. Quant au tourisme, qui joue un rôle moteur dans le développement de nombreuses régions, les diverses interventions ont insisté sur les aspects financiers et les retombées économiques de la promotion du tourisme régional ainsi que sur le rôle des banques et des établissements de crédit dans le soutien à une politique de développement régional. Südtirol-I et Uppsala-S ont aussi présenté leur expérience en matière de développement d'un tourisme régional durable.

L'impact des politiques européennes d'aménagement du territoire sur le développement durable a aussi été mis en exergue lors de la dernière session consacrée à l'organisation du territoire européen et à la future politique régionale européenne. Les aspects concrets du Schéma de Développement de l'Espace Communautaire (SDEC) ont fait l'objet d'une présentation spécifique par la ville d'Uppsala-S.

De plus, trois ateliers interactifs ont permis aux participants d'approfondir leurs connaissances relatives aux programmes européens (PHARE-TACIS et INTERREG) et au rôle joué par les bureaux des régions à Bruxelles dans l'accès aux fonds communautaires. Cette 6^e édition de l'Université d'été de l'ARE, cofinancée par le CPLRE (Conseil de l'Europe) et la Commission européenne, a bénéficié d'une large participation des régions de l'Europe de l'Ouest (Autriche, Belgique, Suède, Royaume-Uni...) aux côtés des régions d'Europe Centrale et Orientale venues en grand nombre de Pologne, Hongrie, Roumanie, Croatie, Moldavie, République Tchèque et Russie.

Secrétariat de l'Université d'Été : Laura De Rose et Agnès Ciccarone
Site web : www.are-regions-europe.org (Programmes/Université d'Été)

Comité organisateur de l'Université d'Été 2001 :
Constanta-RO, Friuli Venezia-Giulia-I,
Gloucestershire-UK, Noord-Brabant-NL,
Thüringen-D, Uppsala-S, Wien-A

L'ARE remercie Constanta pour
l'organisation de l'Université d'Été 2001



L'ARE s'engage pour la parité hommes-femmes

Présidente : Carin Palmcrantz (Dalarna-S)

Lors de la réunion annuelle du Groupe Égalité des chances entre hommes et femmes (novembre, Tällberg-S), présidée par Mme Carin Palmcrantz, trois thèmes ont été abordés : le rôle des hommes pour une plus grande égalité des sexes, la traite des femmes d'Europe Centrale et Orientale et la violence conjugale.

La Déclaration finale¹⁾ soumise à l'Assemblée Générale invite les Régions d'Europe à mettre en œuvre une politique active d'égalité des chances dans leurs instances politiques et administratives en soulignant le rôle des hommes pour y parvenir. Il s'agit *"d'un problème de la société tout entière qui ne concerne pas uniquement les femmes"*. La Déclaration condamne également la traite des femmes d'Europe Centrale et Orientale en constatant que *"si c'est la misère qui pousse ces femmes à se prostituer, c'est bien l'existence en Europe occidentale d'une demande et d'un marché organisé qui rend cet odieux trafic possible et rentable"*. Enfin la Déclaration estime que la violence conjugale ne doit plus être considérée comme une affaire privée mais comme une plaie sociale qui nécessite une action des services sociaux des Régions.

La réunion à laquelle ont participé les représentantes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Office International des Migrations a été l'occasion d'un échange fructueux d'expériences et de bonnes pratiques entre les déléguées des régions. Le Groupe a été reçu par Mme Margareta Winberg, Ministre suédoise chargée de la parité hommes-femmes. Ce déjeuner-débat a permis aux déléguées des régions présentes de s'informer sur les initiatives prises par la Suède dans ce domaine.

Secrétariat du Groupe
Eric Milesi, Directeur du Secrétariat
Juce Evans, Assistante

¹⁾ Disponible sur www.are-regions-europe.org
(Activités en cours/Groupe Égalité des chances)



Déjeuner-débat à l'invitation de Margareta Winberg, Ministre suédoise chargée de la parité hommes-femmes

Une multitude d'activités au service de l'ARE

Rapport du Secrétariat Général



Structure de travail permanente de l'organisation, le Secrétariat Général a participé activement, comme chaque année, à l'élaboration des initiatives et activités politiques de l'organisation, puis à la mise en œuvre et au suivi des décisions prises par les instances de l'ARE. Il a aussi été au cœur des travaux des Commissions et des programmes. Au total, près de 40 réunions, conférences et séminaires ont été organisés en 2001, sous les auspices de l'ARE, avec l'appui technique du Secrétariat et celui des régions hôtes. Nous tenions à remercier très chaleureusement toutes les régions d'accueil d'une quinzaine de pays européens pour leur implication au sein de l'organisation.

Une forte mobilisation au sein du Secrétariat

Le Secrétariat a joué le rôle pivot dans la coordination de l'ensemble des activités, très nombreuses cette année, qui a suivi le renouvellement des instances dirigeantes de l'ARE. Il a assuré les échanges et les contacts réguliers avec les institutions et les organisations européennes ainsi que la représentation de l'ARE lors de diverses conférences et manifestations à caractère européen ou organisées par ses régions et organisations interrégionales membres. Il a aussi reçu des délégations gouvernementales et d'élus (de Pologne, Slovaquie, Irlande, Afrique du Sud, Suède, Royaume-Uni...) souhaitant mieux connaître l'ARE, soit au siège de l'organisation à Strasbourg, soit à son Bureau à Bruxelles.

L'année 2001 aura été marquée par le départ de M. Hans De Belder de son poste de Secrétaire Général (avril). Un engagement constant et une forte mobilisation des membres du Secrétariat qui compte actuellement 16 collaborateurs ont permis de faire face à cette difficile situation et d'assurer le fonctionnement de l'association et sa gestion dans des conditions satisfaisantes. Le Secrétariat a pu compter à cette occasion sur le soutien de nombreuses régions membres, de celui des membres de la Présidence et de leurs collaborateurs. Qu'ils en soient sincèrement remerciés.

Un appui précieux du Bureau de Bruxelles

L'équipe de Strasbourg a été efficacement appuyée par celle du Bureau de l'ARE à Bruxelles dont le fonctionnement est assuré par deux fonctionnaires mis à disposition par la Wallonie (B), l'un des membres fondateurs très impliqués dans l'ARE.

Le Bureau a assuré des contacts réguliers avec les instances européennes et les délégations régionales à Bruxelles, la collecte d'informations et leur diffusion aux membres par le biais d'une lettre d'information (disponible sur l'Extranet, rubrique Bureau de Bruxelles), des

travaux spécifiques à la demande des diverses structures (Présidence, Commissions, programmes Eurodyssée et Centurio) mais aussi des régions membres de l'ARE. Il a aussi servi de relais d'information sur les activités et prises de position de l'ARE auprès de la presse européenne à Bruxelles et des autres publics, étudiants en particulier.

Des nouveaux outils d'information sur l'ARE

Conformément aux décisions de la Présidence (janvier, Strasbourg), une palette de nouveaux outils de communication présentant les atouts de l'ARE ainsi que les avantages d'en être membre a été réalisée au cours de l'année : une brochure institutionnelle, une présentation PowerPoint "10 atouts de l'ARE" et un guide d'information pour les membres sous forme d'un CD-rom (outils disponibles en anglais, français et allemand).

Les outils de communication existants (lettre d'information, site Web, stand...) ont bénéficié de cette refonte globale des messages et du changement de l'identité visuelle de l'ARE. Ces nouveaux outils ont servi à mener, cet automne, une campagne d'information sur l'ARE tant auprès des membres que de tous les publics institutionnels et des médias en Europe dont nous avons reçu des échos très positifs.

Des travaux de rénovation si attendus par le personnel ont été également réalisés au printemps dans les locaux occupés dans Immeuble Europe à Strasbourg.



Une équipe multinationale à l'écoute des membres

E. Milesi, Directeur du Secrétariat, S. Poirel et A. Gomez (Commission Affaires institutionnelles), F. J. Stummann et D. Materne (Commissions Affaires sociales, Culture, Éducation & formations..., Eurodyssée), L. De Rose et A. Ciccarone (Commission Politiques régionales, Centurio et Université d'été), B. Skoczylas-Thauront et F. Huhardeaux (Service Presse & Communication), Y. Simon (comptable), A. Démaret, J. Evans, D. Jeanjean, C. Meschede et (secrétaires-traductrices), C. Hommel et R. Kastner (secrétaires techniques).

Manquent sur la photo : B. Fiorucci (Coopération interrégionale, en congé parental), ainsi que S. Cools et H. Youssouf (Bureau à Bruxelles)

Fondée en 1985, l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) est une organisation politique des régions en Europe et le porte-parole de leurs intérêts aux niveaux européen et international.

Sa vocation

Rassembler les régions d'Europe pour leur permettre d'être, ensemble, acteurs de la construction et de l'intégration européennes.

Ses objectifs (2001-2004)

- Apporter la contribution des régions au débat sur le dessein et l'architecture de l'Europe élargie, en vue de la Conférence Intergouvernementale en 2004, et dans l'esprit d'une "Europe avec les régions",
- Mobiliser les régions pour qu'elles prennent en main l'élaboration et l'organisation de la future politique régionale européenne,
- Agir pour la sauvegarde de la diversité culturelle en Europe,
- Stimuler l'échange d'expériences et des initiatives interrégionales visant à préserver la cohésion économique, sociale et territoriale,
- Soutenir le processus de l'élargissement, notamment par le biais de deux programmes de formation "Centurio" et "Université d'été",
- Poursuivre le développement des nouvelles technologies de communication et d'information au service des membres.

Ses membres

L'ARE compte actuellement parmi ses membres 250 régions de 25 pays européens et 12 organisations interrégionales.

Les régions membres de l'ARE sont différentes de par leur taille, leur richesse économique ou leurs compétences, qui varient d'un pays à l'autre. L'ARE transforme cette diversité, reflet de la réalité politique en Europe, en un élément de force et de cohésion pour les régions.

Toute région européenne dotée d'un système démocratique peut rejoindre l'ARE dans l'objectif de participer, en commun et dans un esprit de solidarité, aux travaux européens conduits dans l'intérêt général des régions et de leurs citoyens.

Le siège de l'ARE est à Strasbourg (F).